

Conseil Municipal Séance Ordinaire du Mardi 24 Juin 2025

L'an deux mil vingt-cinq, le vingt-quatre juin à 14 h 30, le Conseil Municipal de la Commune de CHAMROUSSE, légalement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, sous la Présidence de Madame Brigitte DESTANNE DE BERNIS, Maire.

Présents : Brigitte DESTANNE DE BERNIS, Jean-Jacques GOULOT, Pascal GAIDET, Fabien BESSICH, Ketty MASSON, Valentin CHAPPAZ, Philippe CORDON, Jacques LEFORT

Procuration(s) : Sandrine ETCHESAHAR à Jacques LEFORT
Jenna FRANITCH à Philippe CORDON

Absent(s) : Sandrine ETCHESAHAR, Jenna FRANITCH, Pierre VANET

Secrétaire de séance : Valentin CHAPPAZ

Date de la convocation du Conseil Municipal : 19 juin 2025

Nombre de conseillers municipaux :

En exercice :	11
Présents :	08
Procuration(s) :	02
Votants :	10

Délibération n°2025/01

APPROBATION DES COMPTES DE GESTION EXERCICE 2024

Envoyé en Préfecture le
Publié le

Le présent acte est publié sous forme électronique sur le site internet de la collectivité et le rend exécutoire. Il peut faire l'objet d'un recours au Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

VILLE DE CHAMROUSSE

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 24 JUIN 2025

Délibération N°2025/01

Objet : APPROBATION DES COMPTES DE GESTION EXERCICE 2024

Vu l'article L2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Le rapporteur rappelle que le compte de gestion constitue la reddition des comptes du comptable à l'Ordonnateur. Il doit être voté préalablement au compte administratif.

Après s'être fait présenter les budgets primitifs de l'année 2024 pour le Budget Principal, le Budget « Chalets des Cimes » et celui du lotissement « Les Bruyères » ainsi que les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titre de recettes, de mandats, les comptes de gestion dressés par le Receveur accompagnés des états de développement des comptes de tiers ainsi que les états de l'actif, du passif, des restes à recouvrer et des restes à payer ;

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2024, celui de tous les titres émis et de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures ;

Considérant que les opérations de recettes et de dépenses paraissent régulières et suffisamment justifiées ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide :

- **DE VISER ET CERTIFIER CONFORME** les comptes de gestion par le Trésorier Payeur Général du Touvet pour l'exercice 2024 ;
- **D'AUTORISER** Madame le Maire, ou en cas d'absence, son suppléant, à prendre toutes les dispositions nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.

ANNEXE(S) :

Comptes de Gestion 2024

Le Maire

Brigitte DESTANNE DE BERNIS


RESULTAT DU VOTE :

POUR : 6

CONTRE : 4

Conseil Municipal Séance Ordinaire du Mardi 24 Juin 2025

L'an deux mil vingt-cinq, le vingt-quatre juin à 14 h 30, le Conseil Municipal de la Commune de CHAMROUSSE, légalement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, sous la Présidence de Madame Brigitte DESTANNE DE BERNIS, Maire.

Présents : Brigitte DESTANNE DE BERNIS, Jean-Jacques GOULOT, Pascal GAIDET, Fabien BESSICH, Ketty MASSON, Valentin CHAPPAZ, Philippe CORDON, Jacques LEFORT

Procuration(s) : Sandrine ETCHESAHAR à Jacques LEFORT
Jenna FRANITCH à Philippe CORDON

Absent(s) : Sandrine ETCHESAHAR, Jenna FRANITCH, Pierre VANET

Secrétaire de séance : Valentin CHAPPAZ

Date de la convocation du Conseil Municipal : 19 juin 2025

Nombre de conseillers municipaux :	
En exercice :	11
Présents :	08
Procuration(s) :	02
Votants :	09

Délibération n°2025/02 APPROBATION DES COMPTES ADMINISTRATIFS EXERCICE 2024

Envoyé en Préfecture le
Publié le

Le présent acte est publié sous forme électronique sur le site internet de la collectivité et le rend exécutoire. Il peut faire l'objet d'un recours au Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

VILLE DE CHAMROUSSE

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 24 JUIN 2025

Délibération N°2025/02

Objet : APPROBATION DES COMPTES ADMINISTRATIFS EXERCICE 2024

Vu l'article L2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Monsieur Fabien BESSICH, Président de séance, présente les Comptes Administratifs de l'exercice 2024 dressés par Madame De Bernis, Maire, après présentation des Budgets Primitifs et les décisions modificatives de l'exercice 2024 ;

1° Donne acte de la présentation faite du Compte Administratif 2024, qui peut se résumer ainsi :

Budget Principal :

	Résultat clôture 2023	Résultats 2024 Sans RAR	Résultat cumulé fin 2024 avec RAR
Investissement	-814 727,51	279 904,03	-585 815,29
Fonctionnement	1 414 707,08	647 275,62	647 275,62
Total	599 979,57	927 179,65	61 460,33

Budget Annexe Régie des Cimes :

	Résultat clôture 2023	Résultats 2024	Résultat clôture 2024
Investissement	-67 593,52	107 594,47	40 000,95
Fonctionnement	107 594,47	36 114,72	36 114,72
Total	40 000,95	143 709,19	76 115,67

Budget Annexe Lotissement Les bruyères :

	Résultat clôture 2023	Résultat clôture 2024
Investissement	-8 420,00	-8 420,00
Fonctionnement	0	0
Total	-8 420,00	-8 420,00

Délibération N°2025/02a

2° Constate, que pour la comptabilité principale, les identités de valeurs avec les indications du Compte de Gestion relatives au report à nouveau, au résultat de fonctionnement de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes ;

3° Reconnaît la sincérité des restes à réaliser ;

4° Vote et arrête les résultats définitifs tel que résumé ci-dessus ;

Madame le Maire, conformément à la réglementation en vigueur, sort de la salle pendant le vote des comptes administratifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide :

- **DE PRENDRE ACTE** de la présentation faite des comptes administratifs pour l'exercice 2024 ;
- **DE CONSTATER** la concordance de valeurs avec les comptes de gestion remis par le comptable public ;
- **DE RECONNAITRE** la sincérité des restes à réaliser pour un montant de 155 889 ,81 € en dépenses et de 104 898 € en recettes, actés par certificats administratifs ;
- **D'APPROUVER** les comptes administratifs de l'exercice 2024 tel que figurant sur la maquette budgétaire établie conformément à la nomenclature M57 et qui arrête les comptes aux montants ci-dessus ;
- **D'AUTORISER** Madame le Maire, ou en cas d'absence, son suppléant, à prendre toutes les dispositions nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.

ANNEXE(S) :

Maquettes budgétaires des comptes administratifs relatifs à l'exercice 2024


Le Maire
Brigitte DESTANNE DE BERNIS

RESULTAT DU VOTE :

POUR : 5

CONTRE : 4

ABSTENTION : 1

Conseil Municipal Séance Ordinaire du Mardi 24 Juin 2025

L'an deux mil vingt-cinq, le vingt-quatre juin à 14 h 30, le Conseil Municipal de la Commune de CHAMROUSSE, légalement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, sous la Présidence de Madame Brigitte DESTANNE DE BERNIS, Maire.

Présents : Brigitte DESTANNE DE BERNIS, Jean-Jacques GOULOT, Pascal GAIDET, Fabien BESSICH, Ketty MASSON, Valentin CHAPPAZ, Philippe CORDON, Jacques LEFORT

Procuration(s) : Sandrine ETCHESSAHAR à Jacques LEFORT
Jenna FRANITCH à Philippe CORDON

Absent(s) : Sandrine ETCHESSAHAR, Jenna FRANITCH, Pierre VANET

Secrétaire de séance : Valentin CHAPPAZ

Date de la convocation du Conseil Municipal : 19 juin 2025

Nombre de conseillers municipaux :
En exercice : 11
Présents : 08
Procuration(s) : 02
Votants : 10

Délibération n°2025/03 DECISION MODIFICATIVE N°1 - BUDGET PRINCIPAL

Envoyé en Préfecture le
Publié le

Le présent acte est publié sous forme électronique sur le site internet de la collectivité et le rend exécutoire. Il peut faire l'objet d'un recours au Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

VILLE DE CHAMROUSSE

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 24 JUIN 2025

Délibération N°2025/03

Objet : DECISION MODIFICATIVE N°1 - BUDGET PRINCIPAL

Vu l'article L2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Considérant qu'au regard de l'exécution du budget principal 2025, il y a lieu de procéder à des réajustements en dépenses et en recettes,

Le rapporteur propose les virements de crédits ci-dessous sur le budget principal :

Dépenses Section	Chapitre	Article	Libellé	Montant	Avant DM	Après DM
Fonctionnement	67	673	Annulation titre sur exercice antérieur	500	0	500
	011	60612	Energie	-500	700 000	699 500
	023		Virement section investissement	-27 578	707 102	679 524
	014	739218	DILICO	27 578	0	27 578

Total BP Recettes Fonctionnement avant DM : 7 284 252 €

Total BP dépenses Fonctionnement après DM : 7 284 252 €

Recettes Section	Chapitre	Article	Libellé	Montant	Avant DM	Après DM
Investissement	023		Virement Section investissement	-27 578	707 102	679 524
Dépenses Section	Chapitre	Article	Libellé	Montant	Avant DM	Après DM
Investissement	23	2313		-27 578	1 315 000	1 287 422

Total BP Recettes Investissement avant DM : 2 994 402 €

Total BP Recettes Investissement après DM : 2 966 824 €

Total BP Dépenses Investissement avant DM : 2 943 400 €

Total BP Dépenses Investissement après DM : 2 915 822 €

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide :

- **D'ADOPTER** la décision modificative n°1 au budget principal 2025 telle que ci-dessus ;
- **DE CHARGER** Madame le Maire, ou en cas d'absence, son suppléant, de prendre toutes les dispositions nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.

Le Maire
Brigitte DESTANNE DE BERNIS




RESULTAT DU VOTE :

POUR : 6

ABSTENTION : 4

Conseil Municipal Séance Ordinaire du Mardi 24 Juin 2025

L'an deux mil vingt-cinq, le vingt-quatre juin à 14 h 30, le Conseil Municipal de la Commune de CHAMROUSSE, légalement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, sous la Présidence de Madame Brigitte DESTANNE DE BERNIS, Maire.

Présents : Brigitte DESTANNE DE BERNIS, Jean-Jacques GOULOT, Pascal GAIDET, Fabien BESSICH, Ketty MASSON, Valentin CHAPPAZ, Philippe CORDON, Jacques LEFORT

Procuration(s) : Sandrine ETCHESAHAR à Jacques LEFORT
Jenna FRANITCH à Philippe CORDON

Absent(s) : Sandrine ETCHESAHAR, Jenna FRANITCH, Pierre VANET

Secrétaire de séance : Valentin CHAPPAZ

Date de la convocation du Conseil Municipal : 19 juin 2025

Nombre de conseillers municipaux :
En exercice : 11
Présents : 08
Procuration(s) : 02
Votants : 10

Délibération n°2025/04

SEM CHAMROUSSE AMENAGEMENT – PRESENTATION DU COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE LOCALE (CRACL) 2024 DE LA ZAC CHAMROUSSE ATTITUDE

Envoyé en Préfecture le
Publié le

Le présent acte est publié sous forme électronique sur le site internet de la collectivité et le rend exécutoire. Il peut faire l'objet d'un recours au Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

VILLE DE CHAMROUSSE

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 24 JUIN 2025

Délibération N°2025/04

Objet : SEM CHAMROUSSE AMENAGEMENT – PRESENTATION DU COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE LOCALE (CRACL) 2024 DE LA ZAC CHAMROUSSE ATTITUDE

Vu l'Article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, les organes délibérants des collectivités territoriales et de leurs groupements actionnaires doivent se prononcer sur le rapport écrit qui leur est soumis au moins une fois par an par leurs représentants au Conseil d'Administration et qui porte, notamment, sur les modifications des statuts qui ont pu être apportées à la société.

La production du rapport précité a pour objet de renforcer l'information et le contrôle du Conseil Municipal sur la SEM CHAMROUSSE AMENAGEMENT et de vérifier que la société agit en cohérence avec les orientations et les actions conduites par la Commune.

Après avoir rappelé les engagements de la Collectivité, Madame le Maire expose le bilan de l'exercice écoulé et les perspectives de la société.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide :

- **DE PRENDRE ACTE** du compte rendu annuel à la collectivité locale (CRACL) 2024 de la SEM CHAMROUSSE Aménagement et de la ZAC CHAMROUSSE ATTITUDE ;
- **DE CHARGER** Madame le Maire, ou en cas d'absence, son suppléant, de prendre toutes les dispositions nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.

ANNEXE :

Rapport annuel 2024

Le Maire

Brigitte DESTANNE DE BERNIS

RESULTAT DU VOTE :
PRISE D'ACTE

Conseil Municipal Séance Ordinaire du Mardi 24 Juin 2025

L'an deux mil vingt-cinq, le vingt-quatre juin à 14 h 30, le Conseil Municipal de la Commune de CHAMROUSSE, légalement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, sous la Présidence de Madame Brigitte DESTANNE DE BERNIS, Maire.

Présents : Brigitte DESTANNE DE BERNIS, Jean-Jacques GOULOT, Pascal GAIDET, Fabien BESSICH, Ketty MASSON, Valentin CHAPPAZ, Philippe CORDON, Jacques LEFORT

Procuration(s) : Sandrine ETCHESSAHAR à Jacques LEFORT
Jenna FRANITCH à Philippe CORDON

Absent(s) : Sandrine ETCHESSAHAR, Jenna FRANITCH, Pierre VANET

Secrétaire de séance : Valentin CHAPPAZ

Date de la convocation du Conseil Municipal : 19 juin 2025

Nombre de conseillers municipaux :

En exercice :	11
Présents :	08
Procuration(s) :	02
Votants :	10

Délibération n°2025/05

RAPPORT D'ACTIVITE EPIC OFFICE DU TOURISME

Envoyé en Préfecture le
Publié le

Le présent acte est publié sous forme électronique sur le site internet de la collectivité et le rend exécutoire. Il peut faire l'objet d'un recours au Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

VILLE DE CHAMROUSSE

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 24 JUIN 2025

Délibération N°2025/05

Objet : RAPPORT D'ACTIVITES EPIC OFFICE DU TOURISME

Vu l'article L2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Considérant que le Directeur de l'EPIC Office du Tourisme doit, chaque année, présenter au Conseil Municipal un compte-rendu d'activités afin que le Conseil puisse en débattre (conformément à la demande de la Chambre Régionale des Comptes) ;

Entendu les précisions apportées par le Directeur de l'Office du Tourisme ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide :

- **DE PRENDRE ACTE** dudit rapport annuel 2024 transmis
- **DE CHARGER** Madame le Maire, ou en cas d'absence, son suppléant, de prendre toutes les dispositions nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.

ANNEXE(S) :

Rapport d'activité 2024

Le Maire

Brigitte DESTANNE DE BERNIS


RESULTAT DU VOTE :
PRISE D'ACTE



Conseil Municipal Séance Ordinaire du Mardi 24 Juin 2025

L'an deux mil vingt-cinq, le vingt-quatre juin à 14 h 30, le Conseil Municipal de la Commune de CHAMROUSSE, légalement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, sous la Présidence de Madame Brigitte DESTANNE DE BERNIS, Maire.

Présents : Brigitte DESTANNE DE BERNIS, Jean-Jacques GOULOT, Pascal GAIDET, Fabien BESSICH, Ketty MASSON, Valentin CHAPPAZ, Philippe CORDON, Jacques LEFORT

Procuration(s) : Sandrine ETCHESSAHAR à Jacques LEFORT
Jenna FRANITCH à Philippe CORDON

Absent(s) : Sandrine ETCHESSAHAR, Jenna FRANITCH, Pierre VANET

Secrétaire de séance : Valentin CHAPPAZ

Date de la convocation du Conseil Municipal : 19 juin 2025

Nombre de conseillers municipaux :

En exercice :	11
Présents :	08
Procuration(s) :	02
Votants :	10

Délibération n°2025/06

DEMANDE DE CLASSEMENT EN CATEGORIE 1 DE L'OFFICE DE TOURISME

Envoyé en Préfecture le

Publié le

Le présent acte est publié sous forme électronique sur le site internet de la collectivité et le rend exécutoire. Il peut faire l'objet d'un recours au Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

VILLE DE CHAMROUSSE

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 24 JUIN 2025

Délibération N°2025/06

Objet : DEMANDE DE CLASSEMENT EN CATEGORIE 1 DE L'OFFICE DE TOURISME

Vu l'article L.134-5 du Code du Tourisme ;

Vu l'article L2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les articles L.133-10-1, D.133-20 du Code de l'Urbanisme ;

Vu l'arrêté du 12 novembre 2020 fixant les critères de classement des offices de tourisme modifié ;

Considérant que la demande de classement en catégorie 1 de l'Office de tourisme de Chamrousse doit être renouvelée ;

Considérant que le dossier doit être adressé en préfecture en application de l'article D.133-20 du code du Tourisme ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide :

- **D'AUTORISER** la constitution du dossier de demande de classement en catégorie 1 de l'Office de Tourisme de Chamrousse ;
- **DE CHARGER** Madame le Maire, ou en cas d'absence, son suppléant, de prendre toutes les dispositions nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération

Le Maire

Brigitte DESTANNE DE BERNIS

RESULTAT DU VOTE :
A L'UNANIMITE

Conseil Municipal Séance Ordinaire du Mardi 24 Juin 2025

L'an deux mil vingt-cinq, le vingt-quatre juin à 14 h 30, le Conseil Municipal de la Commune de CHAMROUSSE, légalement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, sous la Présidence de Madame Brigitte DESTANNE DE BERNIS, Maire.

Présents : Brigitte DESTANNE DE BERNIS, Jean-Jacques GOULOT, Pascal GAIDET, Fabien BESSICH, Ketty MASSON, Valentin CHAPPAZ, Philippe CORDON, Jacques LEFORT

Procuration(s) : Sandrine ETCHESSAHAR à Jacques LEFORT
Jenna FRANITCH à Philippe CORDON

Absent(s) : Sandrine ETCHESSAHAR, Jenna FRANITCH, Pierre VANET

Secrétaire de séance : Valentin CHAPPAZ

Date de la convocation du Conseil Municipal : 19 juin 2025

Nombre de conseillers municipaux :
En exercice : 11
Présents : 08
Procuration(s) : 02
Votants : 10

Délibération n°2025/07

MANDAT SPECIAL RELATIF A LA PARTICIPATION AU CONGRES DES MAIRES DE PARIS

Envoyé en Préfecture le
Publié le

Le présent acte est publié sous forme électronique sur le site internet de la collectivité et le rend exécutoire. Il peut faire l'objet d'un recours au Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

VILLE DE CHAMROUSSE

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 24 JUIN 2025

Délibération N°2025/07

Objet : MANDAT SPECIAL RELATIF A LA PARTICIPATION AU CONGRES DES MAIRES DE PARIS

Vu la loi n°2022-217 du 21 février 2022 dite « loi 3DS » qui permet au maire d'autoriser les mandats spéciaux ;

Vu le décret n°2022-505 du 23 mars 2022 fixant la liste des pièces justificatives des dépenses des collectivités territoriales, des établissements publics locaux et des établissements publics de santé ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2123-18, R.2123-22-1 et L.5211-14 ;

Considérant la participation de Madame DE BERNIS Maire au 107^{ème} Congrès des Maires ;

Considérant que la participation au congrès des maires de Paris relève désormais d'un mandat spécial ;

Considérant la nécessité de donner délégation à Madame le Maire pour prendre une décision spécifique désignant nominativement les élus ayant pour mission de représenter la commune à cet événement pour les années à venir ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide :

- **D'ACCORDER** le mandat spécial à Madame le Maire pour le 107^{ème} congrès des maires de Paris ;
- **DE DONNER** délégation à Madame le Maire pour prendre une décision spécifique désignant nominativement les élus ayant pour mission de représenter la commune à cet événement ;
- **DE VALIDER** le remboursement dans leurs intégralités des frais engagés par les élus pour cet événement et que ces dépenses sont prévues au budget imputation 65316 : frais de représentation ;
- **DE CHARGER** Madame le Maire, ou en cas d'absence, son suppléant, de prendre toutes les dispositions nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération

Le Maire

Brigitte DESTANNE DE BERNIS


RESULTAT DU VOTE :
A L'UNANIMITE

Conseil Municipal Séance Ordinaire du Mardi 24 Juin 2025

L'an deux mil vingt-cinq, le vingt-quatre juin à 14 h 30, le Conseil Municipal de la Commune de CHAMROUSSE, légalement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, sous la Présidence de Madame Brigitte DESTANNE DE BERNIS, Maire.

Présents : Brigitte DESTANNE DE BERNIS, Jean-Jacques GOULOT, Pascal GAIDET, Fabien BESSICH, Ketty MASSON, Valentin CHAPPAZ, Philippe CORDON, Jacques LEFORT

Procuration(s) : Sandrine ETCHESSAHAR à Jacques LEFORT
Jenna FRANITCH à Philippe CORDON

Absent(s) : Sandrine ETCHESSAHAR, Jenna FRANITCH, Pierre VANET

Secrétaire de séance : Valentin CHAPPAZ

Date de la convocation du Conseil Municipal : 19 juin 2025

Nombre de conseillers municipaux :
En exercice : 11
Présents : 08
Procuration(s) : 02
Votants : 10

Délibération n°2025/08

DESIGNATION D'UN DIRECTEUR EN INTERIM DE LA REGIE DES CIMES

Envoyé en Préfecture le
Publié le

Le présent acte est publié sous forme électronique sur le site internet de la collectivité et le rend exécutoire. Il peut faire l'objet d'un recours au Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

VILLE DE CHAMROUSSE

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 24 JUIN 2025

Délibération N°2025/08

Objet : DESIGNATION D'UN DIRECTEUR EN INTERIM DE LA REGIE DES CIMES

Vu l'article L2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération n°18 du mardi 19 septembre 2023 relative à la création de la régie des Cimes ;

Vu la délibération n°09 du 19 décembre 2023 relative à la composition du conseil d'exploitation et désignation du directeur de la Régie des Cimes ;

Considérant le départ de Monsieur Francis FINET Directeur actuel de la Régie des Cimes ;

Considérant qu'il faut désigner un nouveau Directeur en remplacement de Monsieur Francis FINET ;

Considérant la proposition de Madame le Maire de désigner Monsieur Pascal AGAMENNONE comme directeur en intérim de la régie des Cimes ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide :

- **DE DESIGNER** Monsieur Pascal AGAMENNONE Directeur en intérim de la régie des Cimes ;
- **DE CHARGER** Madame le Maire, ou en cas d'absence, son suppléant, de prendre toutes les dispositions nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.

Le Maire

Brigitte DESTANNE DE BERNIS


RESULTAT DU VOTE :

POUR : 6

ABSTENTION : 4

Conseil Municipal Séance Ordinaire du Mardi 24 Juin 2025

L'an deux mil vingt-cinq, le vingt-quatre juin à 14 h 30, le Conseil Municipal de la Commune de CHAMROUSSE, légalement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, sous la Présidence de Madame Brigitte DESTANNE DE BERNIS, Maire.

Présents : Brigitte DESTANNE DE BERNIS, Jean-Jacques GOULOT, Pascal GAIDET, Fabien BESSICH, Ketty MASSON, Valentin CHAPPAZ, Philippe CORDON, Jacques LEFORT

Procurations : Sandrine ETCHESAHAR à Jacques LEFORT
Jenna FRANITCH à Philippe CORDON

Absent(s) : Sandrine ETCHESAHAR, Jenna FRANITCH, Pierre VANET

Secrétaire de séance : Valentin CHAPPAZ

Date de la convocation du Conseil Municipal : 19 juin 2025

Nombre de conseillers municipaux :

En exercice :	11
Présents :	08
Procurations :	02
Votants :	10

Délibération n°2025/09

CONVENTION D'ADHESION 2025/2026 A L'ASSOCIATION NORDIC-ISERE, DANS LE CADRE DE L'EXPLOITATION DU DOMAINE NORDIQUE

Envoyé en Préfecture le
Publié le

Le présent acte est publié sous forme électronique sur le site internet de la collectivité et le rend exécutoire. Il peut faire l'objet d'un recours au Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

VILLE DE CHAMROUSSE

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 24 JUIN 2025

Délibération N°2025/09

Objet : CONVENTION D'ADHESION 2025/2026 A L'ASSOCIATION NORDIC-ISERE, DANS LE CADRE DE L'EXPLOITATION DU DOMAINE NORDIQUE

Vu l'article L2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales

Considérant que la collectivité de Chamrousse exerce la compétence ski nordique sur son territoire.

Considérant que dans ce cadre, il est proposé de signer la convention d'adhésion à l'Association Nordic Isère (Association départementale pour le développement et la promotion des activités de ski de fond), jointe à la présente délibération. Cette convention détaille les relations de notre collectivité avec Nordic-Isère, pour la perception de la redevance des titres réciprocitaires d'accès aux pistes de ski de fond, pour les services fournis et les missions assurées par Nordic-Isère.

L'adhésion annuelle s'élève à 80 €.

L'Adhérent doit désigner les personnes qui le représenteront au sein de l'Association Nordic-Isère : un membre titulaire et un membre suppléant.

Dans le cadre de sa compétence, la collectivité doit valider la tarification des forfaits de ski de fond vendus sur le domaine. Les tarifs des forfaits Nordic France/ Nordic Isère-Drome proposés sont joints en annexe.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide :

- **DE VALIDER** la convention d'adhésion avec l'Association Nordic-Isère pour la saison 2025-2026, dans le cadre de l'exploitation de son domaine de ski nordique ;
- **DE DESIGNER** comme représentants au sein de l'Association Nordic-Isère : Fabien BESSICH en tant que titulaire et Valentin CHAPPAZ en tant que suppléant ;
- **DE VALIDER** les tarifs de vente, par Nordic-Isère, des titres réciprocitaires (forfaits nationaux et départementaux) pour le compte de la collectivité, tels que détaillés en annexe ;
- **D'AUTORISER** le Maire est autorisé à signer ladite convention et tous les autres documents y afférant

ANNEXE(S) :

Convention Adhésion

Tarif Public

Le Maire

Brigitte DESTANNE DE BERNIS


RESULTAT DU VOTE :
A L'UNANIMITE

Conseil Municipal Séance Ordinaire du Mardi 24 Juin 2025

L'an deux mil vingt-cinq, le vingt-quatre juin à 14 h 30, le Conseil Municipal de la Commune de CHAMROUSSE, légalement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, sous la Présidence de Madame Brigitte DESTANNE DE BERNIS, Maire.

Présents : Brigitte DESTANNE DE BERNIS, Jean-Jacques GOULOT, Pascal GAIDET, Fabien BESSICH, Ketty MASSON, Valentin CHAPPAZ, Philippe CORDON, Jacques LEFORT

Procuration(s) : Sandrine ETCHESAHAR à Jacques LEFORT
Jenna FRANITCH à Philippe CORDON

Absent(s) : Sandrine ETCHESAHAR, Jenna FRANITCH, Pierre VANET

Secrétaire de séance : Valentin CHAPPAZ

Date de la convocation du Conseil Municipal : 19 juin 2025

Nombre de conseillers municipaux :

En exercice :	11
Présents :	08
Procuration(s) :	02
Votants :	10

Délibération n°2025/10

PROJET DE CREATION D'UNE STATION DE TRANSFERT D'ENERGIE PAR POMPAGE (STEP)

Envoyé en Préfecture le

Publié le

Le présent acte est publié sous forme électronique sur le site internet de la collectivité et le rend exécutoire. Il peut faire l'objet d'un recours au Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

VILLE DE CHAMROUSSE

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 24 JUIN 2025

Délibération N°2025/10

Objet : PROJET DE CREATION D'UNE STATION DE TRANSFERT D'ENERGIE PAR POMPAGE (STEP)

Vu la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (Loi Grenelle II) ;

Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ;

Vu la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables ;

Vu le décret n°2020-456 du 21 avril 2020 relatif à la programmation pluriannuelle de l'énergie, qui fixe l'objectif d'engager d'ici à 2028 des projets de stockage sous forme de stations de transfert d'électricité par pompage, en vue d'un développement de 1,5 GW de capacités entre 2030 et 2035 ;

Considérant l'intérêt général du projet de création d'une Station de Transfert d'Energie par Pompage (STEP) ;

Considérant que ce projet n'entraînera pour la Commune aucun surcroît des dépenses publiques, mais générera, au contraire, des recettes.

Considérant l'intérêt de la Commune de pouvoir accueillir un tel projet sur le lac de la Lauze ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide :

- **D'APPROUVER** le projet de création d'une Station de Transfert d'Energie par Pompage ;
- **D'ACCOMPAGNER** la société NEXT STEP ENERGY porteur du projet dans les éventuelles démarches de concertations locales ;
- **DE CHARGER** Madame le Maire, ou en cas d'absence, son suppléant, de prendre toutes les dispositions nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.

Le Maire

Brigitte DESTANNE DE BERNIS


RESULTAT DU VOTE :
A L'UNANIMITE

Conseil Municipal Séance Ordinaire du Mardi 24 Juin 2025

L'an deux mil vingt-cinq, le vingt-quatre juin à 14 h 30, le Conseil Municipal de la Commune de CHAMROUSSE, légalement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, sous la Présidence de Madame Brigitte DESTANNE DE BERNIS, Maire.

Présents : Brigitte DESTANNE DE BERNIS, Jean-Jacques GOULOT, Pascal GAIDET, Fabien BESSICH, Ketty MASSON, Valentin CHAPPAZ, Philippe CORDON, Jacques LEFORT

Procuration(s) : Sandrine ETCHESSAHAR à Jacques LEFORT
Jenna FRANITCH à Philippe CORDON

Absent(s) : Sandrine ETCHESSAHAR, Jenna FRANITCH, Pierre VANET

Secrétaire de séance : Valentin CHAPPAZ

Date de la convocation du Conseil Municipal : 19 juin 2025

Nombre de conseillers municipaux :
En exercice : 11
Présents : 08
Procuration(s) : 02
Votants : 10

Délibération n°2025/11

MODALITES D'ATTRIBUTION DU REGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP)

Envoyé en Préfecture le
Publié le

Le présent acte est publié sous forme électronique sur le site internet de la collectivité et le rend exécutoire. Il peut faire l'objet d'un recours au Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

VILLE DE CHAMROUSSE

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 24 JUIN 2025

Délibération N°2025/11

Objet : MODALITES D'ATTRIBUTION DU REGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP)

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment ses articles L. 1111-1, L. 1111-2, L. 2121-12, L. 2121-29 et L. 2122-18 (communes)

Vu le code général de la fonction publique (CGFP), et notamment ses articles L. 712-1, L. 714-1 et L. 714-4 et suivants

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, et notamment ses annexes 1 et 2 fixant les tableaux d'équivalence entre les corps de l'État et les cadres d'emplois de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 modifié portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État

Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 modifié relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux

Vu l'arrêté NOR : RDFF1519795A du 27 août 2015 modifié pris en application de l'article 5 du décret n° 2014-513 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,

Vu les arrêtés permettant l'application du RIFSEEP aux cadres d'emplois de la fonction publique territoriale, conformément aux tableaux d'équivalence entre les corps de l'Etat et les cadres d'emplois de la fonction publique territoriale figurant aux annexes 1 et 2 du décret n°91-875 du 6 septembre 1991 susvisé

Vu la circulaire NOR : RDFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Vu la délibération n°17 du 21 décembre 2021 ;

Principes structurant la refonte du régime indemnitaire

Un certain nombre d'objectifs ont été définis par les élus pour faire évoluer le régime indemnitaire :

- Verser un régime indemnitaire à l'ensemble des agents,
- Instaurer un système lisible et transparent,
- Prendre en compte les responsabilités liées aux postes occupés, indépendamment des grades et de la situation statutaire des agents.

Délibération N°2025/10a

Article 1 :

Les indemnités suivantes sont utilisées pour construire le nouveau régime indemnitaire :

PRIME Texte de référence	MONTANT ANNUEL FIXE PAR LES TEXTES	
Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) <i>Décret n° 2014-513 du 20/05/2014</i>	Montants maximums annuels de l'IFSE et du CIA applicables à chaque grade et fixé par arrêtés ministériels	Tout cadre d'emplois à l'exclusion des agents de police municipale

Article 2 :

Le régime indemnitaire sera versé aux agents stagiaires et titulaires ainsi qu'aux contractuels de droit public sur emploi permanent ou non permanent, à l'exclusion des vacataires.

Article 3 :

Le régime indemnitaire sera composé de deux parts : une part fixe (IFSE) et une part variable (CIA).

- La part fixe (Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise – IFSE)

Une part fixe (IFSE) basée sur des niveaux de responsabilités et l'expérience professionnelle acquise.

Détermination des groupes de fonctions et plafonds

GROUPES DE FONCTIONS		Part fixe (IFSE) : Montants plafonds annuels réglementaires maximum
A	DIRECTION	
1	Direction générale	36 210 €
A	Responsable de pôle	
2		36 210 €
B	Responsable de service	
1	Assistante de Direction	17 480 €
B	Chargé de projet/mission	
2		11 880 €
B	Chef d'équipe assistant.e Chef de pôle	
3		11 880 €
C	Adjoint au chef de service	
1		11 340 €
C	Poste requérant une qualification professionnelle reconnue par un diplôme ou une certification	
2		10 800 €
C	Agent d'exécution	
3		10 800 €

- La part variable (Complément Indemnitaire Annuel – CIA) :

Une part variable (CIA), appréciée lors de l'entretien professionnel annuel (ou à défaut via tout autre moyen d'évaluation par le responsable hiérarchique) qui tient compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir. Les critères et la pondération en sont les suivants :

Sens du service public	20%
Sens de l'organisation	20%
Conscience professionnelle Initiative, ponctualité	20%
Capacité à travailler en équipe	20%
Solidarité, entraide	20%

GROUPE DE FONCTIONS		Part variable (CIA) : Plafonds annuels réglementaires maximum	Part Variable (CIA) Montant annuels retenus par la collectivité
A1	DIRECTION Direction générale	6 390	500
A2	Responsable de pôle	6 390	
B1	Responsable de service Assistante de Direction	2 380	
B2	Chargé de projet/mission	2 185	
B3	Chef d'équipe assistant.e Chef de pôle	2 185	
C1	Adjoint au chef de service	1 260	
C2	Poste requérant une qualification professionnelle reconnue par un diplôme ou une certification	2 400	
C3	Agent d'exécution	1 200	

- Fonctions spécifiques

Une modulation de l'IFSE sera possible pour des sujétions particulières de fonctions au maximum de 10 % de l'IFSE annuel.

Ces sujétions porteront entre autres sur les fonctions de régisseur et d'assistant de prévention.

Délibération N°2025/10c

- L'agent qui exerce une fonction dans le secteur petite enfance percevra une prime mensuelle de 100 euros nets. Le versement de cette prime est soumis aux conditions suivantes :

*Prise en charge effective par la Caisse d'Allocations Familiales des deux tiers du cout chargé de la prime.

*L'agent exerce une fonction de direction ou exerce une fonction auprès des enfants.

*L'établissement est financé par la prestation de service unique.

Article 4 :

Dispositions du décret n° 2010-997 du 26 août 2010 applicables dans la FPT :

L'agent continuera à percevoir intégralement son régime indemnitaire (IFSE + CIA) dans les cas suivants :

- Congés annuels
- Récupération de temps de travail
- Compte épargne temps
- Autorisations exceptionnelles d'absence
- Congés maternité, paternité le congé de paternité et d'accueil de l'enfant, adoption
- Formations, stages professionnels ou tout acte dans le cadre professionnel extérieur au lieu de travail habituel.

L'IFSE suivra le sort du traitement en cas de :

- Congé de maladie ordinaire (CMO)
- Congé pour invalidité temporaire imputable au service (CITIS)
- Temps partiel thérapeutique (TPT) maintien de la totalité de l'IFSE
- Période de Préparation au Reclassement (PPR)
- Congés longue durée (CLD), l'IFSE sera suspendu

En cas de congé de longue maladie et grave maladie (CLM ET CGM), l'IFSE sera maintenue à hauteur

- De 33 % la 1ère année
- 60 % les 2ème et 3èmes années.

Le CIA sera maintenu en cas de CMO, CITIS, TPT, PPR, sous réserve que la manière de servir et la performance de l'agent aient pu effectivement être évaluées au cours de l'année.

En cas de congé longue durée le versement du régime indemnitaire CIA est suspendu.

Dans le cadre d'un congé longue durée Le ou les agents qui sont amenés à accomplir les tâches ordinairement dévolues à l'agent absent, touchent une indemnité de remplacement d'un montant à concurrence de l'IFSE dévolu à l'agent en poste.

Article 5 :

La part fixe du régime indemnitaire sera versée mensuellement au prorata du temps de travail.

La part variable fera l'objet d'un versement annuel au mois de novembre de chaque année

Article 6 :

En application de l'article 6 du décret du 20 mai 2014, les agents qui percevaient antérieurement à la présente délibération un niveau Indemnitaire mensuel supérieur à celui de leur groupe de fonctions, percevront au titre de l'IFSE une indemnité différentielle à hauteur de ce montant.

Ce niveau sera maintenu jusqu'à ce que l'agent change de poste.

Article 7 :

Le montant du régime indemnitaire fait l'objet d'un réexamen :

- En cas de changement de fonctions
- En cas de changement de grade
- Tous les 4 ans en l'absence de changement et au vu de l'expérience acquise.

Article 8 :

Certains agents pourront bénéficier d'une prime supplémentaire liée à une fonction effectuée où à un moment donné :

1) Indemnité horaire pour travail du dimanche et jours fériés (arrêtés ministériels du 19 août 75 et 31 décembre 92).

Les agents (stagiaire-titulaire ou contractuel) effectuant un service le dimanche et les jours fériés entre 6 heures et 21 heures dans le cadre de la durée hebdomadaire réglementaire du travail percevront une indemnité de 20 euros par dimanche travaillé, hors personnel en astreinte (3.5 heures/jour minimum)

2) Indemnité horaire pour travail normal de nuit.

Les agents (stagiaire-titulaire ou contractuel) à temps complet, temps non complet ou partiel, accomplissant un service normal entre 21 heures et 6 heures du matin dans le cadre de la durée réglementaire hebdomadaire du travail se verront allouer une indemnité horaire pour travail normal de nuit de 1€/heure.

Article 9 :

Les crédits correspondants seront inscrits au budget de la collectivité.

Article 10 :

La présente délibération prend effet au 01 juillet 2025 et sera réexaminée au minimum tous les 4 ans.

Article 11 :

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le tribunal administratif de Grenoble peut être saisi par voie de recours dans un délai de deux mois à compter de la publication de la présente délibération. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide :

- **DE DIRE** que cette délibération abroge et remplace la délibération n°7 du 21 décembre 2021 ;
- **DE DIRE** que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans les emplois seront inscrits aux budgets primitifs ;
- **D'AUTORISER** Madame le Maire à fixer un montant individuel pour chacune des parts aux agents bénéficiaires dans les conditions et limites énoncées ci-dessus par le biais d'un arrêté Individuel ;
- **DE CHARGER** Madame le Maire, ou en cas d'absence, son suppléant, de prendre toutes les dispositions nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.

RESULTAT DU VOTE :

POUR : 6

ABSTENTION : 4

Le Maire
Brigitte DESTANNE DE BERNIS



Conseil Municipal Séance Ordinaire du Mardi 24 Juin 2025

L'an deux mil vingt-cinq, le vingt-quatre juin à 14 h 30, le Conseil Municipal de la Commune de CHAMROUSSE, légalement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, sous la Présidence de Madame Brigitte DESTANNE DE BERNIS, Maire.

Présents : Brigitte DESTANNE DE BERNIS, Jean-Jacques GOULOT, Pascal GAIDET, Fabien BESSICH, Ketty MASSON, Valentin CHAPPAZ, Philippe CORDON, Jacques LEFORT

Procuration(s) : Sandrine ETCHESSAHAR à Jacques LEFORT
Jenna FRANITCH à Philippe CORDON

Absent(s) : Sandrine ETCHESSAHAR, Jenna FRANITCH, Pierre VANET

Secrétaire de séance : Valentin CHAPPAZ

Date de la convocation du Conseil Municipal : 19 juin 2025

Nombre de conseillers municipaux :
En exercice : 11
Présents : 08
Procuration(s) : 02
Votants : 10

Délibération n°2025/12

MODALITES D'ATTRIBUTION DU REGIME INDEMNITAIRE DE LA FILIERE POLICE MUNICIPALE

Envoyé en Préfecture le
Publié le

Le présent acte est publié sous forme électronique sur le site internet de la collectivité et le rend exécutoire. Il peut faire l'objet d'un recours au Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

VILLE DE CHAMROUSSE

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 24 JUIN 2025

Délibération N°2025/12

Objet : MODALITES D'ATTRIBUTION DU REGIME INDEMNITAIRE DE LA FILIERE POLICE MUNICIPALE

Vu les articles L 714-4 et L 714-13 du Code Général de la Fonction Publique ;

Vu l'article L2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le décret n° 2024-614 du 26 juin 2024 relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la police municipale et des fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des gardes champêtres ;

Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 modifié relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux ;

Vu la circulaire NOR : RDFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Vu l'arrêté fixant les montants de référence de l'indemnité d'administration et de technicité ;

Vu la délibération n°17 du 21 décembre 2021 ;

Considérant que la collectivité veut instituer une indemnité spéciale de fonction et d'engagement (ISFE) au profit des agents relevant des cadres d'emplois des directeurs de police municipale, des chefs de service de police municipale, des agents de police municipale et des gardes champêtres.

Considérant que pour harmoniser et revaloriser le régime indemnitaire de la filière, le décret étend à l'ensemble des fonctionnaires l'actuelle indemnité spéciale de fonction, avec des taux plafonds réévalués et une composition en deux parts : une part fixe et une part variable tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir ;

Considérant que la collectivité veut instaurer ce dispositif dans les conditions suivantes :

Article 1 :

Le régime indemnitaire sera composé de deux parts : une part fixe (ISFE) et une part variable (CIA).

- La part fixe (Indemnité spéciale de Fonctions et d'Engagement – IFSE)

Une part fixe (ISFE) basée sur des niveaux de responsabilités et l'expérience professionnelle acquise.

Détermination des groupes de fonctions et plafonds

GROUPES DE FONCTIONS		Part fixe (ISFE) : Montants plafonds annuels réglementaires maximum	Part fixe (ISFE) : Montants annuels retenus par la collectivité		Part fixe (ISFE) : Montants mensuels retenus par la collectivité	
			Montants planchers	Montants plafonds	Montants planchers	Montants plafonds
P1	Chef de service Police Municipale	32 % RI	10 % RI	32 % RI	10 % RI	32 % RI
P2	Agent de Police Municipale	30 % RI €	10 % RI	30 % RI	10 % RI	30 % RI

• La part variable (Complément Indemnitaire Annuel – CIA) :

Une part variable (CIA), appréciée lors de l'entretien professionnel annuel (ou à défaut via tout autre moyen d'évaluation par le responsable hiérarchique) qui tient compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir. Les critères et la pondération en sont les suivants :

Sens du service public	20%
Sens de l'organisation	20%
Conscience professionnelle Initiative, ponctualité	20%
Capacité à travailler en équipe	20%
Solidarité, entraide	20%

GROUPES DE FONCTIONS		Part variable (CIA) : Plafonds annuels réglementaires maximum	Part Variable (CIA) Montant annuels retenus par la collectivité
P1	Chef de Police Municipale	7 000	500
P2	Agent de Police Municipale	7 000	

Article 2 :

En cas de congé de maladie ordinaire y compris accident de service, l'ISFE suivra le sort du traitement.

Pendant les congés annuels et les congés pour maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant ou pour adoption, cette d'indemnité sera maintenue intégralement.

En cas de temps partiel thérapeutique, de temps partiel de droit ou sur autorisation, l'ISFE sera proratisée en fonction de la durée hebdomadaire de travail effectuée.

L'ISFE n'est pas maintenue en cas de disponibilité d'office (pour raison de santé).

L'ISFE n'est pas maintenue en cas de congés de longue maladie, longue durée et maladie grave.

Article 3 :

La part fixe du régime indemnitaire sera versée mensuellement au prorata du temps de travail. La part variable fera l'objet d'un versement annuel au mois de novembre de chaque année.

Article 4 :

En application de l'article 6 du décret du 20 mai 2014, les agents qui percevaient antérieurement à la présente délibération un niveau indemnitaire mensuel supérieur à celui de leur groupe de fonctions, percevront au titre de l'ISFE une indemnité différentielle à hauteur de ce montant.

Ce niveau sera maintenu jusqu'à ce que l'agent change de poste.

Article 5 :

Le montant du régime indemnitaire fait l'objet d'un réexamen :

- En cas de changement de fonctions
- En cas de changement de grade
- Tous les 4 ans en l'absence de changement et au vu de l'expérience acquise.

Article 6 :

Les crédits correspondants seront inscrits au budget de la collectivité.

Article 7 :

La présente délibération prend effet au 01 juillet 2025 et sera réexaminée au minimum tous les 4 ans.

Article 8 :

Les crédits correspondants seront inscrits au budget de la collectivité

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide :

- **D'AUTORISER** Madame le Maire à fixer un montant individuel pour chacune des parts aux agents bénéficiaires dans les conditions et limites énoncées ci-dessus par le biais d'un arrêté Individuel ;
- **DE CHARGER** Madame le Maire, ou en cas d'absence, son suppléant, de prendre toutes les dispositions nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.

Le Maire

Brigitte DESTANNE DE BERNIS



RESULTAT DU VOTE :

POUR : 6

ABSTENTION : 4

Conseil Municipal Séance Ordinaire du Mardi 24 Juin 2025

L'an deux mil vingt-cinq, le vingt-quatre juin à 14 h 30, le Conseil Municipal de la Commune de CHAMROUSSE, légalement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, sous la Présidence de Madame Brigitte DESTANNE DE BERNIS, Maire.

Présents : Brigitte DESTANNE DE BERNIS, Jean-Jacques GOULOT, Pascal GAIDET, Fabien BESSICH, Ketty MASSON, Valentin CHAPPAZ, Philippe CORDON, Jacques LEFORT

Procuration(s) : Sandrine ETCHESSAHAR à Jacques LEFORT
Jenna FRANITCH à Philippe CORDON

Absent(s) : Sandrine ETCHESSAHAR, Jenna FRANITCH, Pierre VANET

Secrétaire de séance : Valentin CHAPPAZ

Date de la convocation du Conseil Municipal : 19 juin 2025

Nombre de conseillers municipaux :
En exercice : 11
Présents : 08
Procuration(s) : 02
Votants : 10

Délibération n°2025/13

MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS DE LA COMMUNE DE CHAMROUSSE

Envoyé en Préfecture le
Publié le

Le présent acte est publié sous forme électronique sur le site internet de la collectivité et le rend exécutoire. Il peut faire l'objet d'un recours au Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

VILLE DE CHAMROUSSE

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 24 JUIN 2025

Délibération N°2025/13

Objet : MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS DE LA COMMUNE DE CHAMROUSSE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la fonction publique,

Vu les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emplois et organisant les grades s'y rapportant, pris en application de l'article 4 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée,

Considérant que les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant, il appartient donc au conseil municipal compte tenu des nécessités des services, de modifier le tableau des effectifs, afin de permettre la nomination des agents,

Considérant les départs, les évolutions de carrière des agents et les besoins de la collectivité il convient de modifier le tableau des emplois comme ci-dessous :

CTATION	AFFE	RESSON	REATION	C	EMPS TRAVAIL	T DE
DAD		1 poste chargé de projet et de mission			5h00	3
DAD		1 poste rédacteur principal 2 ^e classe	1 poste attaché		5h00	3
DAD		1 poste rédacteur principal 2 ^e classe	1 poste rédacteur principal 1 ^{er} classe		5h00	3
DAD			1 poste rédacteur		5h00	3
DAD			1 poste apprenti		5h00	3
	DEEJ		1 poste apprenti		5h00	3

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide :

- **DE MODIFIER** le tableau des emplois de la commune de Chamrousse comme ci-dessus ;
- **DE CHARGER** Madame le Maire, ou en cas d'absence, son suppléant, de prendre toutes les dispositions nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.

RESULTAT DU VOTE :
A L'UNANIMITE

Le Maire
Brigitte DESTANNE DE BERNIS



Conseil Municipal Séance Ordinaire du Mardi 24 Juin 2025

L'an deux mil vingt-cinq, le vingt-quatre juin à 14 h 30, le Conseil Municipal de la Commune de CHAMROUSSE, légalement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, sous la Présidence de Madame Brigitte DESTANNE DE BERNIS, Maire.

Présents : Brigitte DESTANNE DE BERNIS, Jean-Jacques GOULOT, Pascal GAIDET, Fabien BESSICH, Ketty MASSON, Valentin CHAPPAZ, Philippe CORDON, Jacques LEFORT

Procuration(s) : Sandrine ETCHESSAHAR à Jacques LEFORT
Jenna FRANITCH à Philippe CORDON

Absent(s) : Sandrine ETCHESSAHAR, Jenna FRANITCH, Pierre VANET

Secrétaire de séance : Valentin CHAPPAZ

Date de la convocation du Conseil Municipal : 19 juin 2025

Nombre de conseillers municipaux :
En exercice : 11
Présents : 08
Procuration(s) : 02
Votants : 10

Délibération n°2025/14

APPROBATION DU RECOURS AU CONTRAT D'APPRENTISSAGE AU SERVICE ADMINISTRATIF

Envoyé en Préfecture le
Publié le

Le présent acte est publié sous forme électronique sur le site internet de la collectivité et le rend exécutoire. Il peut faire l'objet d'un recours au Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

VILLE DE CHAMROUSSE

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 24 JUIN 2025

Délibération N°2025/14

Objet : APPROBATION DU RECOURS AU CONTRAT D'APPRENTISSAGE AU SERVICE ADMINISTRATIF

L'apprentissage permet à des personnes âgées de 16 à 29 ans, jusqu'à 34 ans sous certaines conditions et sans limite d'âge concernant les travailleurs handicapés d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une entreprise ou une administration. Cette formation en alternance est reconnue par la délivrance d'un diplôme ou d'une certification diplômante.

Ce dispositif présente un intérêt tant pour les jeunes accueillis que pour les services accueillants, compte tenu des diplômes préparés par les postulants et des qualifications requises.

Vu l'article L2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la Loi n°92-675 du 17 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail ;

Vu le Décret n°2017-199 du 16 février 2017 relatif à l'exécution du contrat d'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide :

- **D'APPROUVER** le recours au contrat d'apprentissage au service Administratif sur le poste de chargé de projets sur l'année scolaire 2025-2026 ;
- **DE CHARGER** Madame le Maire, ou en cas d'absence, son suppléant, à prendre toutes les dispositions nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.

Le Maire

Brigitte DESTANNE DE BERNIS


RESULTAT DU VOTE :
A L'UNANIMITE

Conseil Municipal Séance Ordinaire du Mardi 24 Juin 2025

L'an deux mil vingt-cinq, le vingt-quatre juin à 14 h 30, le Conseil Municipal de la Commune de CHAMROUSSE, légalement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, sous la Présidence de Madame Brigitte DESTANNE DE BERNIS, Maire.

Présents : Brigitte DESTANNE DE BERNIS, Jean-Jacques GOULOT, Pascal GAIDET, Fabien BESSICH, Ketty MASSON, Valentin CHAPPAZ, Philippe CORDON, Jacques LEFORT

Procuration(s) : Sandrine ETCHESSAHAR à Jacques LEFORT
Jenna FRANITCH à Philippe CORDON

Absent(s) : Sandrine ETCHESSAHAR, Jenna FRANITCH, Pierre VANET

Secrétaire de séance : Valentin CHAPPAZ

Date de la convocation du Conseil Municipal : 19 juin 2025

Nombre de conseillers municipaux :

En exercice :	11
Présents :	08
Procuration(s) :	02
Votants :	10

Délibération n°2025/15

APPROBATION DU RECOURS AU CONTRAT D'APPRENTISSAGE AU SERVICE ENFANCE/JEUNESSE

Envoyé en Préfecture le

Publié le

Le présent acte est publié sous forme électronique sur le site internet de la collectivité et le rend exécutoire. Il peut faire l'objet d'un recours au Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

VILLE DE CHAMROUSSE

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 24 JUIN 2025

Délibération N°2025/15

Objet : APPROBATION DU RECOURS AU CONTRAT D'APPRENTISSAGE AU SERVICE ENFANCE/JEUNESSE

L'apprentissage permet à des personnes âgées de 16 à 29 ans, jusqu'à 34 ans sous certaines conditions et sans limite d'âge concernant les travailleurs handicapés d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une entreprise ou une administration. Cette formation en alternance est reconnue par la délivrance d'un diplôme ou d'une certification diplômante.

Ce dispositif présente un intérêt tant pour les jeunes accueillis que pour les services accueillants, compte tenu des diplômes préparés par les postulants et des qualifications requises.

Vu l'article L2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la Loi n°92-675 du 17 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail ;

Vu le Décret n°2017-199 du 16 février 2017 relatif à l'exécution du contrat d'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide :

- **D'APPROUVER** le recours au contrat d'apprentissage au service Enfance/Jeunesse sur le poste d'auxiliaire puéricultrice sur l'année scolaire 2025-2026 ;
- **DE CHARGER** Madame le Maire, ou en cas d'absence, son suppléant, à prendre toutes les dispositions nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.

Le Maire

Brigitte DESTANNE DE BERNIS

RESULTAT DU VOTE :
A L'UNANIMITE

Conseil Municipal Séance Ordinaire du Mardi 24 Juin 2025

L'an deux mil vingt-cinq, le vingt-quatre juin à 14 h 30, le Conseil Municipal de la Commune de CHAMROUSSE, légalement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, sous la Présidence de Madame Brigitte DESTANNE DE BERNIS, Maire.

Présents : Brigitte DESTANNE DE BERNIS, Jean-Jacques GOULOT, Pascal GAIDET, Fabien BESSICH, Ketty MASSON, Valentin CHAPPAZ, Philippe CORDON, Jacques LEFORT

Procuration(s) : Sandrine ETCHESAHAR à Jacques LEFORT
Jenna FRANITCH à Philippe CORDON

Absent(s) : Sandrine ETCHESAHAR, Jenna FRANITCH, Pierre VANET

Secrétaire de séance : Valentin CHAPPAZ

Date de la convocation du Conseil Municipal : 19 juin 2025

Nombre de conseillers municipaux :
En exercice : 11
Présents : 08
Procuration(s) : 02
Votants : 10

Délibération n°2025/16

CONVENTION DE REGROUPEMENT ET DE VALORISATION DES CERTIFICATS D'ECONOMIES D'ENERGIE (CEE)

Envoyé en Préfecture le
Publié le

Le présent acte est publié sous forme électronique sur le site internet de la collectivité et le rend exécutoire. Il peut faire l'objet d'un recours au Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

VILLE DE CHAMROUSSE

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 24 JUIN 2025

Délibération N°2025/16

Objet : CONVENTION DE REGROUPEMENT ET DE VALORISATION DES CERTIFICATS D'ECONOMIES D'ENERGIE (CEE)

Vu l'article L2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique ;

Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ;

Vu le code de l'énergie, et notamment les articles L.221-7 et R.221-1 à R.222-12 ;

Vu le décret n° 2010-1664 du 29 décembre 2010 relatif aux certificats d'économies d'énergie ;

Vu l'arrêté du 2 mars 2017 modifiant l'arrêté du 22 décembre 2014 définissant les opérations standardisées d'économies d'énergie ;

Vu l'arrêté du 4 septembre 2014 fixant la liste des éléments d'une demande de certificats d'économies d'énergie et les documents à archiver par le demandeur ;

Vu l'arrêté du 16 octobre 2020 modifiant l'arrêté du 29 décembre 2014 et l'arrêté du 4 septembre 2014, fixant ainsi les obligations de contrôles concernant certains types de travaux éligibles ;

Vu la délibération n°2018-019 du 05 mars 2018 de TE38 relative au regroupement et à la valorisation des certificats d'économies d'énergie ;

Vu la délibération n°2022-041 du 21 mars 2022 de TE 38 relative à la répartition des recettes de la valorisation des certificats d'économies d'énergie ;

Considérant le programme fixant les orientations de la politique énergétique a fondé le dispositif des Certificats d'Economies d'Energie (CEE). Ce dispositif repose sur une obligation de réalisation d'économies d'énergie imposée aux fournisseurs d'énergie dont les ventes annuelles sont supérieures à un seuil défini par décret en Conseil d'Etat. Cette obligation est fixée par périodes pluriannuelles (généralement trois à quatre ans).

Considérant que la collectivité sollicite le transfert de la valorisation de ses Certificats d'Economies d'Energie (CEE) à TE38 et que la convention a pour objet de fixer les dispositions par lesquelles la collectivité confie à TE38 la démarche de validation des certificats d'économies d'énergie issus d'opérations réalisées sur ses biens propres, et reçoit le produit de la valorisation financière des certificats que TE38 obtient au titre de leur production.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide :

- **D'AUTORISER** Madame le Maire à signer la convention de regroupement et de valorisation des Certificats d'Economies d'Energie (CEE) avec TE 38 ;
- **DE CHARGER** Madame le Maire, ou en cas d'absence, son suppléant, de prendre toutes les dispositions nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.

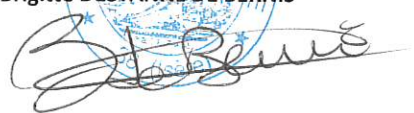
ANNEXE(S) :

Convention

RESULTAT DU VOTE :

A L'UNANIMITE

Le Maire
Brigitte DESTANNE DE BERNIS



Conseil Municipal Séance Ordinaire du Mardi 24 Juin 2025

L'an deux mil vingt-cinq, le vingt-quatre juin à 14 h 30, le Conseil Municipal de la Commune de CHAMROUSSE, légalement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, sous la Présidence de Madame Brigitte DESTANNE DE BERNIS, Maire.

Présents : Brigitte DESTANNE DE BERNIS, Jean-Jacques GOULOT, Pascal GAIDET, Fabien BESSICH, Ketty MASSON, Valentin CHAPPAZ, Philippe CORDON, Jacques LEFORT

Procuration(s) : Sandrine ETCHESSAHAR à Jacques LEFORT
Jenna FRANITCH à Philippe CORDON

Absent(s) : Sandrine ETCHESSAHAR, Jenna FRANITCH, Pierre VANET

Secrétaire de séance : Valentin CHAPPAZ

Date de la convocation du Conseil Municipal : 19 juin 2025

Nombre de conseillers municipaux :

En exercice :	11
Présents :	08
Procurat <u>ion(s)</u> :	02
Votants :	10

Délibération n°2025/17

**SITE LOCAL ESPACE NATUREL SENSIBLE DE LA TOURBIERE DE L'ARSELLE ET DU LAC ACHARD (SL082) –
CONVENTION DE LABELLISATION DANS LE CADRE DU NOUVEAU SCHEMA DEPARTEMENTAL DES ESPACES
NATURELS SENSIBLES (ENS)**

Envoyé en Préfecture le
Publié le

Le présent acte est publié sous forme électronique sur le site internet de la collectivité et le rend exécutoire. Il peut faire l'objet d'un recours au Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

VILLÉ DE CHAMROUSSE

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 24 JUIN 2025

Délibération N°2025/17

Objet : SITE LOCAL ESPACE NATUREL SENSIBLE DE LA TOURBIERE DE L'ARSELLE ET DU LAC ACHARD (SL082) – CONVENTION DE LABELLISATION DANS LE CADRE DU NOUVEAU SCHEMA DEPARTEMENTAL DES ESPACES NATURELS SENSIBLES (ENS)

Vu l'article L2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Le site local de la Tourbière de l'Arselle et du lac Achard (SL082) a été intégré dans le réseau des Espaces naturels sensibles (ENS du Département de l'Isère par décision de la commission permanente du Département en date du 04 juin 2011).

A ce titre, une convention est intervenue entre le Département et la Commune, en date du 04 juin 2011 pour le site de la Tourbière de l'Arselle et étendue au Lac Achard le 08 janvier 2019.

L'Assemblée départementale a approuvé, lors de la session du 27 septembre 2024, son nouveau schéma départemental des Espaces naturels sensibles (ENS) et la commission permanente du 6 décembre 2024 a adopté le règlement d'intervention sur le réseau des espaces protégés isérois.

Les sites ENS constituent un des éléments de la politique du Département en faveur de l'environnement et de la biodiversité, ils contribuent, au côté d'autres dispositifs, à la stratégie nationale des aires protégées qui vise 30 % du territoire national en aire protégée, dont 1/3 en protection forte.

Le réseau des ENS a été fortement développé en Isère pour atteindre 146 sites totalisant plus de 10 000 ha en zone d'intervention. L'orientation prioritaire du Département est désormais d'avoir une politique opérationnelle de gestion du réseau des ENS en s'assurant de la maîtrise foncière et de la bonne gestion de l'ensemble des sites.

Le site Espace naturel sensible de la Tourbière de l'Arselle et du lac Achard (SL082), situé sur la commune de Chamrousse, dispose d'une maîtrise foncière de la zone d'intervention permettant de mettre en œuvre un document de gestion.

Dans le cadre du nouveau schéma départemental des ENS, ce site est intégré dans le réseau des Espaces naturels sensibles de l'Isère en tant que :

ENSL à vocation de sensibilisation à l'environnement : site support privilégié de l'éducation à l'environnement et au développement durable, avec un bon potentiel d'accueil de groupes.

Considérant l'intérêt patrimonial de ce site et la volonté communale de préserver et gérer cet espace.

Considérant les nouvelles dispositions du nouveau schéma départemental des Espaces naturels sensibles (ENS), le Département propose la signature d'une nouvelle convention d'intégration du site de la Tourbière de l'Arselle et du lac Achard (SL082) dans le réseau des ENS isérois à intervenir entre le Département et la Commune ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide :

- **D'ACCEPTER** les termes de la convention d'intégration du site la Tourbière de l'Arselle et du lac Achard (SL082) dans le réseau des Espaces naturels sensibles (ENS) isérois ;
- **D'AUTORISER** Madame le Maire à signer la convention d'intégration et toutes les conventions ultérieures relatives à l'espace naturel sensible ;
- **D'AUTORISER** Madame le Maire de solliciter l'attribution de subventions

Envoyé en préfecture le 25/06/2025

Reçu en préfecture le 25/06/2025

Publié le

ID : 038-213805674-20250624-DELI_25_06_17-DE



Délibération N°2025/15a

- **DE CHARGER** Madame le Maire, ou en cas d'absence, son suppléant, de prendre toutes les dispositions nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.

ANNEXE(S) :

Convention de labellisation

The official seal of the commune of Chamrousse, Isère. It is a circular stamp in blue ink. The outer ring contains the text 'MAIRIE DE CHAMROUSSE' at the top and '38 (isère)' at the bottom. The center features a stylized pine tree. A signature in black ink is written across the seal.
Le Maire
Brigitte DESTANNE DE BERNIS

RESULTAT DU VOTE :

A L'UNANIMITE

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 24 JUIN 2025

Délibérations abordées :

1. Approbation des comptes de gestion exercice 2024
Approuvée par 6 pour et 4 contre
2. Approbation des comptes administratifs exercice 2024
Approuvée par 5 pour, 4 contre et 1 abstention
3. Décision Modificative N°1
Approuvée par 6 pour et 4 abstentions
4. SEM Chamrousse aménagement, présentation du compte rendu annuel à la collectivité locales (CRACL) 2024
Prise d'acte
5. Rapport d'activité 2024 de l'Office du Tourisme
Prise d'acte
6. Demande de classement en catégorie 1 de l'Office de Tourisme
Approuvée à l'unanimité
7. Mandat spécial relatif à la participation au Congrès des Maires de Paris
Approuvée à l'unanimité
8. Désignation d'un Directeur en intérim de la Régie Chalet des Cimes
Approuvée par 6 pour et 4 abstentions
9. Convention d'adhésion 2025-2026 à l'association Nordic-Isère dans le cadre de l'exploitation du domaine de ski de fond
Approuvée à l'unanimité
10. Projet de création d'une Station de Transfert d'Energie par Pompage (STEP)
Approuvée à l'unanimité
11. Modalités d'attribution du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP)
Approuvée par 6 pour et 4 abstentions
12. Modalités d'attribution du régime indemnitaire de la filière Police Municipale
Approuvée par 6 pour et 4 abstentions
13. Modification du tableau des effectifs
Approuvée à l'unanimité
14. Approbation du recours au contrat d'apprentissage au service administratif
Approuvée à l'unanimité
15. Approbation du recours au contrat d'apprentissage au service Petit Enfance
Approuvée à l'unanimité
16. Convention de regroupement et de valorisation des Certificats d'Economies d'Energie (CEE) avec TE 38
Approuvée à l'unanimité
17. Site local espace naturel sensible de la tourbière de l'Arselle et du Lac Achard (SL082) – Convention de labellisation dans le cadre du nouveau schéma départemental des ENS
Approuvée à l'unanimité